

(N° 455)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MARS 1928.

Proposition de loi portant modification à l'article 9 de la loi du 31 mai 1888
sur la condamnation conditionnelle (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION DE LA JUSTICE ET DE LA LÉGISLATION
CIVILE ET CRIMINELLE (2), PAR M. DE WINDE.

MESSIEURS,

La proposition de M. Destrée a un double objet :

1° Enlever au juge la faculté de condamner *conditionnellement* à une peine d'amende, l'emprisonnement subsidiaire pouvant dans ce cas être conditionnel;

2° Accorder au juge correctionnel la faculté d'accorder le sursis non plus seulement pour les peines ne dépassant pas six mois mais pour toutes les peines qu'il peut prononcer, même celles comportant dix ans d'emprisonnement, soit le double de la peine la plus forte.

* *

La Commission de la Justice ne s'est pas déclarée favorable à l'interdiction d'accorder le sursis pour les peines d'amende.

L'expérience prouve que si certains magistrats abusent peut-être de l'octroi du sursis pour les peines d'emprisonnement, il n'en est pas de même pour les peines d'amende.

S'il est vrai que les statistiques sont plus favorables à l'efficacité de la libération conditionnelle que de la condamnation conditionnelle, cela n'a rien d'étonnant. Il est évidemment plus aisé de se bien conduire en prison que lorsqu'on vit au dehors exposé à toutes les tentations dont les mœurs d'aujourd'hui augmentent encore les occasions et l'intensité.

En ce qui concerne les amendes, encourues le plus souvent à raison d'infractions qui constituent le risque professionnel inévitable de certaines professions,

(1) Proposition de loi, n° 54 (S. E. de 1925).

Amendement du Gouvernement, n° 436 (1925-1928).

(2) La Commission est composée de : MM. Brunet, président; Brusaert, Colleaux, Desaegher, De Winde, Hallet, Jennissen, Marteaux, Meysmans, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Standaert, Van Dievoet et Van Severen.

la rechute apparaît d'ailleurs comme la conséquence bien plus de circonstances accidentelles que de la moralité du délinquant.

Mais, dit l'auteur de la proposition, l'amende conditionnelle n'est pas de nature à améliorer le coupable.

Cette observations peut être fondée lorsqu'il s'agit d'une amende prononcée par le tribunal de police. Elle ne l'est pas quand elle est prononcée par le tribunal correctionnel, car dans ce cas l'effet d'une première condamnation même à une peine d'amende sera d'empêcher le juge d'accorder une seconde fois le bénéfice d'une condamnation conditionnelle.

Mais ce qui justifie la condamnation conditionnelle, ce n'est pas seulement sa vertu comminatoire, c'est aussi une idée de bienveillance principielle pour le délinquant primaire. Or, celle-ci doit se manifester avec bien plus de raison quand il s'agit d'une infraction bénigne que si l'infraction mérite une peine d'emprisonnement. Quoi qu'en dise l'auteur de la proposition, on s'expliquerait malaisément pareille différence.

Par leur importance les amendes, celles-ci étant aujourd'hui décuplées, constituent d'ailleurs pour beaucoup une peine aussi grave si pas plus grave que l'emprisonnement subsidiaire. Or, il n'est évidemment pas souhaitable de voir une infraction, pour laquelle la loi ne prévoit qu'une amende, engendrer une peine d'emprisonnement, non seulement parce que l'État y trouve une charge financière plutôt qu'un profit, mais surtout parce qu'il n'est pas bon de voir les gens s'acclimater à la prison, ne fût-ce que pour très peu de jours. Il importe d'en éloigner le plus possible les délinquants primaires et chaque fois que l'amende peut être recouvrée par l'État, l'Administration devrait tenter les poursuites nécessaires et surtout ne pas laisser au condamné la faculté de se soustraire au payement en subissant la peine d'emprisonnement subsidiaire.

Enfin, la réforme proposée serait interprétée en ce sens que dorénavant la loi frapperait encore plus durement l'homme dénué de ressources, qui n'ayant pu payer l'amende endéans les trois mois de son exigibilité, serait obligatoirement tenu de subir l'emprisonnement subsidiaire si une seconde condamnation survenait alors que celle-ci ne consisterait elle-même que dans une peine d'amende.

Pour toutes ces raisons, la Commission de la Justice n'a pu se rallier à cette partie de la proposition de loi.

2° En ce qui concerne l'extension à donner à la faculté reconnue au juge d'accorder le sursis pour les peines d'emprisonnement principal, la Commission n'a pas voulu aller aussi loin que le propose l'auteur de la proposition de loi, qui estime, d'ailleurs, lui-même, que certains magistrats abusent de l'octroi du sursis.

La vérité est, que la condamnation conditionnelle ne devrait pas être la règle et ne pas être accordée, en quelque sorte, comme si elle constituait un droit pour le délinquant primaire.

La discrimination à établir, à cet égard, entre les infractions et entre les délinquants est assurément chose difficile. Elle l'est déjà pour le magistrat, *a fortiori* pour le législateur, qui doit procéder par disposition générale et en quelque sorte réglementaire. Il importe également d'empêcher une trop grande discordance entre les applications qui en sont faites par les cours et tribunaux.

C'est ce qui a amené le législateur à limiter le droit du magistrat d'user de cette faculté. La loi de 1888 l'a limité aux peines ne dépassant pas six mois d'emprisonnement. C'est aussi ce qui empêche la Commission de la Justice de

suivre l'auteur de la proposition qui veut supprimer toute limite. Mais certains faits punissables étant parfois plus graves par leurs conséquences que par la criminalité du délinquant et pouvant entraîner par suite une peine de plus de six mois d'emprisonnement, la Commission propose de substituer la durée d'une année à celle de six mois prévue par la loi de 1888. En conséquence, elle a l'honneur de soumettre à la Chambre un texte ainsi conçu :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 9 de la loi du 31 mai 1888 est modifié comme il suit : « Les Cours et tribunaux, en condamnant à une ou plusieurs peines peuvent, lorsque l'emprisonnement à subir, soit comme peine principale ou subsidiaire, soit par suite du cumul de peines principales et de peines subsidiaires, ne dépasse pas une année... » (Le reste comme à l'article.)

Le Rapporteur,
E. DE WINDE.

Le Président,
EM. BRUNET.

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MAART 1928.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 9 der wet van 31 Mei 1888
op de voorwaardelijke veroordeeling (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE,
EN DE BURGERLIJKE EN STRAFRECHTELIJKE WETGEVING (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE WINDE.

MIJNE HEEREN,

Het wetsvoorstel van den heer Destrée heeft een dubbel voorwerp :

1° Aan den rechter de bevoegdheid ontnemen van *voorwaardelijk* tot eene geldboete te veroordeelen, daar de vervangende gevangenisstraf in dit geval voorwaardelijk kan zijn ;

2° Aan den correctioneelen rechter de bevoegdheid verleen en van uitstel toe te staan, niet meer alleen voor de straffen welke niet zes maanden overschrijden, maar van al de straffen welke hij kan uitspreken, zelfs die welke tien jaar gevangenisstraf omvatten, te weten het dubbel van de zwaarste straf.

* *

De Commissie voor de Justitie was niet gunstig gestemd voor de ontzegging van uitstel te verleen en voor de geldboeten.

Uit de ervaring blijkt dat, zoo sommige magistraten misschien van het verleen en van uitstel voor de gevangenisstraffen misbruik maken, zulks niet voorkomt voor de geldboeten.

Is het waar, dat de statistieken meer voordeelig zijn voor de degelijkheid van de voorwaardelijke invrijheidstelling dan voor de voorwaardelijke veroordeeling, dan moet ons dit niet verwonderen. Het is, inderdaad, gemakkelijker zich beter te gedragen in de gevangenis dan daar buiten, waar men blootgesteld is aan al

(1) Wetsvoorstel, n° 81 (B. Z. 1928).

Amendement van de Regeering, N° 436 (1925-1926).

(2) De *Commissie* bestaat uit de heeren : Brunet, voorzitter ; Brutsaert, Colleaux, Desagheer, De Winde, Hallet, Jennissen, Marteaux, Meysmans, Poncelet, Sinzot, Somerhausen, Soudan, Standaert, Van Dievoet, Van Severen.

de verleidingen waarvan de hedendaagsche zeden de gelegenheden en de intensiteit nog vermeerderen.

Wat de geldboeten betreft, meestal opgelopen wegens misdrijven die het onvermijdelijk beroepsrisico van zekere betrekkingen uitmaken, komt de hervaling meestal voor als het gevolg van veel meer toevallige omstandigheden dan van de zedelijkheid van den overtreder.

Doch, zegt de indiener van het voorstel, de voorwaardelijke geldboete is niet van aard om den schuldige te verbeteren.

Deze opmerking kan juist zijn, wanneer het eene geldboete betreft door de politierechtbank uitgesproken. Zij is niet juist, wanneer die boete uitgesproken wordt door de correctioneele rechtbank, want in dit geval zal de uitwerking van een eerste veroordeeling, zelfs tot eene geldboete, zijn : van den rechter te beletten een tweede maal de gunst eener voorwaardelijke veroordeeling toe te staan.

Doch, wat de voorwaardelijke veroordeeling billijkt, is niet alleen haar bedreigende kracht, maar ook een gedachte van principieele goedwilligheid jegens den overtreder-voor-de-eerste-maal. Welnu, deze goedwilligheid moet met des te meer reden naar voren komen, wanneer het een gering misdrijf betreft, dan wel indien het misdrijf een gevangenisstraf verdient. Wat de indiener van het voorstel ook moge beweren, men zou dergelijk verschil bezwaarlijk kunnen verklaren.

De aanzienlijkheid van de geldboeten, — die thans vertienvoudigd zijn, — maakt, trouwens, voor velen een even groote, zooniet grootere straf uit dan de vervangende gevangenisstraf. Welnu, het is blijkbaar niet wenschelijk dat een misdrijf, voor hetwelk de wet slechts een geldboete voorziet, een gevangenisstraf zou kunnen medebrengen, niet alleen omdat de Staat daarbij eerder een financieelen last dan een gewin zou vinden, maar vooral, omdat het niet goed is de lieden met de gevangenis vertrouwd te maken, al ware het slechts voor enkele dagen. Het is noodig de overtreders-voor-de-eerste-maal daarvan zoo ver mogelijk verwijderd te houden en, iedermaal dat de geldboete door den Staat kan ingebeeld worden, zou het Bestuur de noodige vervolgingen moeten instellen en vooral niet aan den veroordeelde de vrijheid overlaten van zich aan de betaling te onttrekken, door de vervangende gevangenisstraf te ondergaan.

Eindelijk, zou de voorgestelde hervorming zoodanig worden uitgelegd, dat — voortaan — de wet veel strenger zou straffen den onbemiddelde die, niet in staat zijnde, binnen de drie maanden van hare invorderbaarheid, de geldboete te betalen, verplichtenderwijs er toe zou gehouden zijn de vervangende gevangenisstraf te ondergaan, indien een tweede veroordeeling ontstaat, zelfs wanneer deze slechts in een geldboete zou bestaan.

Om al deze redenen, kan de Commissie voor de Justitie tot dit gedeelte van het wetsvoorstel niet toetreden.

2^o Wat betreft de uitbreiding te geven aan de bevoegdheid van den rechter : uitstel te verleenen voor de hoofdzakelijke gevangenisstraffen, heeft de Commissie niet zoo ver willen gaan als de indiener van het voorstel. Deze, immers, erkent zelf dat sommige magistraten van het toestaan van uitstel misbruik maken.

De waarheid is, dat de voorwaardelijke veroordeeling niet als regel zou mogen gelden en, om zoo te zeggen, slechts worden verleend alsof zij een recht uitmaakte voor den overtreder-voor-de-eerste-maal.

Het is voorzeker bezwaarlijk tusschen de misdrijven en tusschen de overtreders dienaangaande de juiste lijn te trekken. Dat bezwaar bestaat reeds voor den

magistraat, des te meer voor den wetgever die bij algemeene bepaling en eenigszins reglementair moet te werk gaan.

Het is insgelijks noodig te beletten dat er een te groote wanverhouding bestaat tusschen de toepassingen welke daarvan door de Hoven en rechtbanken worden gemaakt.

Dit is hetgeen de wetgever er heeft toegebracht, het recht van den magistraat om van deze bevoegdheid gebruik te maken te beperken. De wet van 1888 heeft ze beperkt tot de straffen welke niet zes maanden gevangenisstraf overschrijden. Dit ook belet de Commissie van de Justitie den indiener van het voorstel te volgen, welke alle beperking wil opheffen. Doch, aangezien sommige strafbare feiten soms erger zijn door hunne gevolgen dan door de criminaliteit van den overtreder en, dienvolgens, een straf van meer dan zes maanden gevangenisstraf kunnen medebrengen, stelt de Commissie voor : den duur van *één jaar* in de plaats te stellen van dien van zes maanden welke voorzien is door de wet van 1888. Dienvolgens, heeft zij de eer aan de Kamer den volgende tekst voor te stellen :

EENIG ARTIKEL. — Artikel 9 der wet van 31 Mei 1888 wordt gewijzigd als volgt :

« Bij het veroordeelen tot een of meerdere straffen, kunnen de Hoven en rechtbanken, wanneer de opgelegde gevangenisstraf, hetzij als hoofdstraf of als vervangende straf, hetzij ten gevolge van samenvoeging van hoofd- en van vervangende straffen, niet *één jaar* overtreft... » (**Het overige zooals in het artikel.**)

De Verslaggever,
EM. DE WINDE.

De Voorzitter,
EM. BRUNET.
